

22E003F

Communiqué de presse

Bruxelles, 1^{er} février 2022.

Prix de l'énergie : Le Gouvernement accouche d'une souris

165 euros en tout et pour tout. C'est ce que recevront en moyenne tous les ménages pour alléger leurs factures d'énergie cet hiver 2021-2022. Un chèque unique de 100€ en guise de soutien au pouvoir d'achat et une diminution temporaire de la TVA sur l'électricité... Notons que c'est surtout le prix du gaz qui a augmenté de manière exponentielle ces dernières semaines.

Cela ne suffira évidemment pas pour les familles qui doivent aujourd'hui choisir entre chauffer leur logement et subvenir aux autres besoins de première nécessité.

La prolongation du « tarif social élargi » (jusqu'au mois de juin) est un élément positif. La décision d'agir via une diminution de la TVA de 21 à 6% est également la voie que nous préconisons depuis longtemps. Mais même si la mesure représente un effort réel de 550 millions d'euros (si on tient compte des recettes additionnelles), elle arrive trop tard et s'arrêtera trop tôt pour agir significativement sur le portefeuille des ménages. De plus, un nouveau calcul des accises -en débat actuellement- risque bien de passer à côté de son objectif. En effet, parfois, on retrouve parmi les gros consommateurs des familles nombreuses, des locataires ou propriétaires qui n'ont pas les moyens d'investir dans les travaux d'isolation.

Après plusieurs semaines de négociation, le Gouvernement accouche donc d'une souris. Les attentes étaient énormes. Ce compromis n'est malheureusement pas à la hauteur.

La FGTB maintient ses revendications.

- Une solution structurelle, pérenne pour la facture de gaz et d'électricité. Si la diminution de la TVA à 6% s'appliquait aussi pour le reste de l'année 2022, elle permettrait en moyenne une économie supplémentaire de 163 euros pour l'électricité et de 345 euros pour le gaz ;
- Une prolongation du tarif social pour le gaz et l'électricité au-delà du 30 juin ;
- La libéralisation du secteur de l'énergie n'a tenu aucune de ses promesses, il faut retrouver un contrôle public sur ce secteur stratégique ;
- Un investissement dans l'indépendance énergétique maximale est une priorité.